

Nous devrions nous préoccuper de la production de protéines. Nous nous sommes dotés d'une très grande industrie des provenances, que ce soit pour la volaille, le porc ou le bœuf. Le ministre chargé de la Commission du blé a délibérément fait monter le prix des provenances, tant pour les producteurs de porc du Québec que pour les producteurs de volaille des Maritimes ou les producteurs de bœuf de l'Ouest. En majorant délibérément le prix des provenances, il a mis l'industrie du bétail en péril. S'il désire faire quelque chose d'utile le gouvernement devrait subventionner le coût des grains de provende dont on a besoin au Canada pour l'élevage des animaux. Par animaux, on entend les porcins, la volaille et les bovins. Comme je l'ai dit, les Canadiens sont des consommateurs de protéine. Ils ne sont pas de grands consommateurs de féculents. La voie dans laquelle le ministre s'est engagé n'est pas la bonne. Il n'est nullement fait état d'un tel changement dans le discours du trône.

On s'est récemment fortement préoccupé du nombre extraordinaire de bovins qui nous viennent des États-Unis. Cette semaine le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre de l'Agriculture ont tous deux fait des observations fallacieuses sur la question. Ils ont en effet déclaré: «Nous voulions inclure les bovins dans le bill sur la mise en marché, mais vous, là-bas, nous avez empêchés de le faire». Si le bill C-176 avait englobé les bovins, cela n'aurait pas empêché les États-Unis d'en faire entrer chez nous. Cela n'aurait pas amélioré la situation actuelle d'un iota. Ils peuvent se leurrer et leurrer certains de leurs amis libéraux de par le pays avec cette explication futile, mais ils ne regardent pas la réalité en face. On commence à s'habituer à les voir tourner le dos à la vérité dans ce domaine.

● (1230)

J'ai relu le discours du député du NPD. Il a parlé des profits immenses réalisés par diverses sociétés, cette année, au Canada. Le mot «profit» ne m'effraie pas. J'aime pouvoir en faire—c'est pour moi la seule façon de nourrir ma famille et de leur acheter ce dont ils ont besoin. Mais je ne crois pas qu'il soit juste de parler de hausse du pourcentage des profits, car si je gagne un dollar aujourd'hui, et deux demain, j'aurai réalisé une augmentation de 100 p. 100. Et c'est ce dont le NPD ne tient pas compte lorsqu'il parle d'augmentations du pourcentage. Et, aussi les néo-démocrates n'ont pas pris en ligne de compte l'augmentation de la demande pour tel ou tel produit en particulier.

L'industrie agricole a connu beaucoup de problèmes en 1973. Cette année-là promettait d'être une très bonne année, mais elle n'a pas répondu à cet espoir; elle s'est terminée dans le chaos. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que ce n'était pas la faute du gouvernement, mais celle du président Nixon aux États-Unis. Le ministre avait dit que le prix du blé pourrait grimper, que les agriculteurs pouvaient s'attendre à en obtenir davantage. Cela n'a pas été le cas et le prix du grain est à la baisse. Je vois le député sourire. Il essaie de rejeter le blâme sur la grève du rail ou sur le gouvernement américain...

M. Diefenbaker: Ou sur la neige.

M. Horner (Crowfoot): Ou sur la neige. C'est toujours quelque chose de ce genre. Toutefois, la grève du rail n'aurait pas dû se produire. On aurait dû donner aux travailleurs l'augmentation qu'ils demandaient. Cette grève n'avait pas vraiment sa raison d'être. Je crois que les compagnies ont voulu prouver qu'elles pouvaient être dures avec les travailleurs. Cela n'a pas marché pour

Heath et cela n'a pas marché pour les compagnies non plus. De toute façon, l'année promettait d'être bonne pour l'agriculture, mais cela n'a pas été le cas à cause d'une part de l'intervention du gouvernement et d'autre part du fait qu'il n'est pas intervenu quand il le devait. Je pense que les agriculteurs ont appris qu'ils ne devaient pas compter sur les gouvernements, mais plutôt sur leur propre initiative à condition que les gouvernements leur permettent de le faire.

Je voudrais également parler d'une autre question, celle de l'énergie. C'est un sujet dont on parle beaucoup partout au Canada. Le discours du trône présenté à l'Assemblée législative de l'Alberta ne précisait pas vraiment quel devrait être le prix de l'énergie. Dans son propre rapport, le gouvernement a déclaré que le coût de l'énergie devrait être égal au coût de l'électricité et, enfin de compte, c'est ce qui va se passer. Il faudrait avertir tous les Canadiens qu'ils ne doivent pas continuer à compter sur le pétrole de l'Alberta ou d'une autre région du pays si le prix demeure gelé et n'est pas comparable aux cours mondiaux. Si nous examinons nos réserves de pétrole classiques, nous constatons qu'il ne nous en reste que pour dix ou douze ans. Donc, l'avenir dépend de la mise en valeur des sables bitumineux.

Les entreprises qui exploitent les sables bitumineux font un grand usage de main-d'œuvre. Il faut en fait traiter les sables et employer beaucoup de main-d'œuvre avant de pouvoir en extraire le pétrole. Le prix de la main-d'œuvre et du matériel augmente tous les ans. L'inflation a des effets terribles sur les exploitations de ce genre et le prix du pétrole va donc probablement augmenter, que nous le voulions ou non, si l'on exploite ces sables bitumineux. Il est facile de demander où les sables bitumineux se trouvaient tout ce temps-là. Ils ont été découverts en 1775 et la première étude a été faite en 1875. C'est seulement maintenant que l'on parle de les exploiter, 200 ans après leur découverte. Nous voulons naturellement encourager la mise en valeur des sables bitumineux mais si nous voyons notre action entravée par l'idée à court terme que l'Est canadien, ou même tout le Canada, doit être approvisionné en pétrole à un prix nettement inférieur au prix mondial, nos efforts d'exploitation seront vains. Les Canadiens doivent bien se rendre compte que le prix devra fluctuer selon le prix mondial si l'on veut exploiter les réserves essentielles du nord de l'Alberta.

L'autre sujet que j'aimerais aborder brièvement est celui de l'inflation. On en a beaucoup parlé dans le discours du trône. Pour ma part, je ne souscris pas à l'idée largement répandue que la réglementation des salaires et des prix soit une solution. Une telle réglementation aurait pu être efficace à un moment donné, au moment où les États-Unis l'ont imposée, mais parce que l'économie américaine tend à accroître le volume de l'offre et qu'il n'y a plus de réglementation là-bas, je ne pense pas que ce soit une solution pour le Canada. Comment est-il possible de dissiper le sentiment d'aliénation de l'Ouest lorsque la seule réglementation qu'impose le gouvernement actuel s'applique au blé, aux grains de provende et au pétrole? Il semble étrange que la seule réglementation qu'il voudrait imposer porte sur des produits venant de l'Ouest canadien. Il s'agit peut-être d'une réglementation sélective, comme l'a dit le premier ministre (M. Trudeau) l'autre jour. Elle est bien sélective, en effet. Elle touche l'Ouest canadien et les habitants de l'Ouest s'en rendent très bien compte. Le discours du trône ne mentionne aucune mesure visant à éliminer cette réglementation.